

Première Réunion de haut niveau annuelle Assainissement et eau pour tous 23 avril 2010

Le 23 avril 2010 l'UNICEF a accueilli à Washington en partenariat avec la Banque mondiale la première Réunion de haut niveau du partenariat Assainissement et eau pour tous.



UNICEF/Marvin Jones

La réunion, co-présidé par **S.A.R. le prince Willem-Alexander des Pays-Bas, Président de l'UNSGAB, le Comité consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général des Nations Unies** (au centre) et **M. Saad Houry, Directeur général adjoint de l'UNICEF** (à gauche) a accueilli 74 ministres et délégués de haut niveau représentant des pays en développement, des bailleurs de fonds et des banques de développement, des agences des Nations Unies et des organisations de la

société civile. **Mme Katherine Sierra, Vice-présidente de la Banque mondiale** (à droite) a souhaité la bienvenue aux participants à cette Réunion de haut niveau Assainissement et eau pour tous, un événement historique.

À la suite des remarques liminaires des représentants de l'UNSGAB, de l'UNICEF et de la Banque mondiale, **Mme Maria Otero, Sous-secrétaire d'État pour la démocratie et les affaires internationales du Département d'État des États-Unis**, a décrit les efforts entrepris par le gouvernement des États-Unis, pour entre autres « travailler en collaboration étroite avec un certain nombre de partenaires, dont l'initiative Assainissement et eau pour tous, afin de mettre au point un mécanisme



UNICEF/Marvin Jones

d'assistance technique multi-donateurs... pour aider les pays qui ne possèdent pas les capacités pour mettre au point et pour appliquer des plans et des stratégies concernant l'eau et l'assainissement. »



UNICEF/Marvin Jones

Mme Buyelwa Patience Sonjica, Présidente du Conseil des Ministres africains de l'eau et Ministre sud-africaine de l'eau et de l'environnement, a ensuite lu la déclaration rédigée par les ministres chargés des questions hydrauliques présents au dialogue ministériel sur l'assainissement et l'eau organisé le 22 avril et par laquelle ils s'engagent à mettre au point des plans nationaux et à remédier aux carences institutionnelles affectant les

capacités dans ce secteur; cette déclaration était également un appel aux bailleurs de fonds pour qu'ils augmentent le pourcentage de l'aide au développement apportée au secteur qui est consacrée aux services de base pour l'eau et l'assainissement pour qu'il atteigne 27 % du total.

Les participants ont écouté un exposé sur les remarquables résultats de la Thaïlande qui a réussi à mettre en place une couverture universelle pour l'assainissement, résultats obtenus en grande partie grâce à la volonté et à l'engagement politique du gouvernement. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a pour sa part fait une communication sur les résultats clés du rapport GLAAS, l'évaluation annuelle de la situation de l'assainissement et de l'eau potable dans le monde réalisée par ONU-Eau.

C'est le Docteur Maria Neira, Directrice du Département Santé publique et environnement à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui a présenté les analyses et les conclusions du rapport GLAAS afin de mettre en perspective et d'informer les débats. Le Dr. Neira a souligné les messages clés de ce rapport GLAAS, entre autres que « l'assainissement et l'eau potable ne sont les premiers choix ni des bailleurs de fonds, ni des pays en développement quand ils décident où placer les ressources qu'ils consacrent au développement » ; de même, « les ressources limitées disponibles pour améliorer les systèmes et les services d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable sont trop mal ciblées pour permettre d'atteindre les OMD sur l'assainissement et l'eau potable. » Le rapport GLAAS démontre également que « la plupart des pays ont effectivement une politique de l'assainissement et de l'eau potable. »

M. Jamal Saghir, Directeur du département Énergie, eau et transports de la Banque mondiale (au centre), a ensuite animé un débat entre les ministres et les autres participants sur le bilan des progrès réalisés ; la diffusion des meilleures pratiques, les liens entre l'eau, l'assainissement, le développement économique et la santé ; les solutions appropriées pour accélérer les progrès et assurer des services de base à tous. Les déclarations ci-dessous résument les points principaux de ces débats.



UNICEF/Marvin Jones

Le Dr. Kwabena Duffuor, Ministre des finances et de la planification économique du Ghana a exprimé son soutien à l'initiative Assainissement et eau pour tous et souligné un « immense potentiel pour créer des emplois et avoir une influence sur l'OMD 1 (l'éradication de l'extrême pauvreté) ainsi que sur les autres OMD. »



UNICEF/Marvin Jones



UNICEF/Marvin Jones

Mr. Louis Boorstin de la Fondation Bill et Melinda Gates, parlant de la responsabilité que nous avons tous d'améliorer l'assainissement, a remarqué « les nombreuses raisons pour lesquelles il y a un bon assainissement (dans les pays développés) est que les enfants de tout le monde mouraient... (aujourd'hui) ce sont les enfants des autres qui meurent et nous devons agir comme si ces enfants étaient les nôtres. »



UNICEF/Marvin Jones

Mr. Henry Northover de WaterAid a attiré l'attention sur « l'inacceptable distance entre les préférences exprimées par les pauvres » qui considèrent l'eau comme la plus haute priorité et le « le système international d'aide au développement qui reste largement sourd à cette exigence et les nombreux gouvernements qui affectent des crédits budgétaires insuffisants à l'eau et à l'assainissement. » Water Aid a mis en avant deux propositions : premièrement que les parties prenantes mettent en œuvre des approches intégrées qui

tiennent compte du fait que les investissements dans la santé, l'éducation et la croissance économique manifesteront toujours des taux de rentabilité décroissants aussi longtemps que nous ne les équilibrons pas, que nous ne les complétons pas et que nous ne les intégrons pas avec les investissements dans l'eau et l'assainissement ; deuxièmement, que les bailleurs de fonds conviennent de renforcer les capacités de coordonner et de cibler rapidement le capital humain, technique et financier nécessaire en faveur des pays qui manifestent une volonté affirmée de redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif de l'assainissement et de l'eau pour tous.



UNICEF/Marvin Jones

M. Paul-Bertrand Barets, qui représentait le Ministère français des affaires étrangères et européennes, a souligné l'importance des plans et des stratégies nationales comme base des investissements. Il a aussi insisté sur la nécessité de relier la Réunion de haut niveau Assainissement et eau pour tous aux autres efforts entrepris dans le secteur comme le prochain sommet sur les OMD qui se tiendra à New York en septembre 2010 et le sixième Forum mondial de l'eau organisé en France à Marseille en 2012.



UNICEF/Marvin Jones

M. Mohamed Lemine Ould Aboye, Ministre de l'hydraulique et de l'assainissement de Mauritanie a présenté les efforts entrepris par son pays mais a ajouté qu'un soutien extérieur plus important est nécessaire pour atteindre les OMD.

Le professeur Ogunlade R. Davidson, Ministre de l'énergie et des ressources hydrauliques de Sierra Leone, a fortement mis l'accent sur le besoin de remédier aux restrictions budgétaires auxquelles font face les pays pauvres très endettés (PPTÉ); qui désirent augmenter leurs budgets pour l'eau et l'assainissement. Il a aussi souligné la nécessité de concevoir des projets durables et d'utiliser les ressources naturelles à bon escient.



UNICEF/Marvin Jones

Le Dr. Maria de Fatima Jardim, Ministre de l'environnement de l'Angola, a apporté son soutien à une plus grande priorité en faveur de l'assainissement, et, s'inspirant des leçons tirées lors du dialogue ministériel du 22 avril, souligné le besoin de définir des politiques appropriées et de disposer d'instances spécialisées pour poursuivre les progrès dans le domaine de l'assainissement.



UNICEF/Marvin Jones



UNICEF/Marvin Jones

M. Shinichi Asazuma, représentant le Ministère des affaires étrangères du Japon, a fait remarquer que « l'eau et l'assainissement constituent un facteur clé pour améliorer la santé des enfants. »



UNICEF/Marvin Jones

M. Saad Houry, Directeur général adjoint de l'UNICEF et co-président de la Réunion, a conclu les débats en soulignant que « les OMD auront un sens seulement si nous en parlons dans un esprit d'équité. » Il a remercié les participants de leur présence à la réunion, les a invités à présenter leurs remarques sur le projet de note de synthèse de la co-présidence et a exprimé l'espoir de les retrouver tous à la prochaine Réunion de haut niveau.